

Convention collective

IDCC : 2266 | **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES**
(Mayenne)

(11 janvier 1993)

(Bulletin officiel n° 2002-6 bis)

(Étendue par arrêté du 14 juin 2004,

Journal officiel du 23 juin 2004)

Accord du 9 décembre 2022

relatif aux rémunérations minimales annuelles garanties

NOR : ASET2350008M

IDCC : 2266

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UIMM Mayenne,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFE-CGC ;

CFTC métallurgie ;

CFDT métallurgie ;

UD FO ;

USTM CGT,

d'autre part,

En conclusion des réunions de la commission paritaire des 2 et 9 décembre 2022, il est convenu ce qui suit, en annexe aux dispositions de l'article 14-I de l'avenant « A » de la convention collective de la métallurgie de la Mayenne.

Article 1^{er} | Rémunérations minimales annuelles garanties

Les garanties annuelles de rémunération effective, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, telles que définies à l'article A-14 de l'avenant « A » de la convention collective de la Mayenne sont fixées à compter de l'année 2022, selon le barème suivant :

(Voir page suivante.)

Base 35 heures			
Niveau	Échelon	Coefficient	Rémunération
I	1	140	19 745 €
	2	145	19 795 €
	3	155	19 835 €
II	1	170	19 995 €
	2	180	20 145 €
	3	190	20 245 €
III	1	215	20 495 €
	2	225	20 795 €
	3	240	21 195 €
IV	1	255	21 895 €
	2	270	22 795 €
	3	285	23 795 €
V	1	305	25 295 €
	2	335	27 295 €
	3	365	29 295 €
	4	395	31 495 €

Article 2 | Entreprises de moins de 50 salariés

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 3 | Publicité de l'accord

Le présent avenant est établi en vertu des articles L. 2231-5 et suivants du code du travail.

Il est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Laval, le 9 décembre 2022.

(Suivent les signatures.)